

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - FONCTIONNEMENT
5ÈME RAPPORT POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe1 - Clubs excellence	11
Annexe 2 - Réaffectation CN Livry Gargan (Club excellence)	16
Annexe 3 - Evènements sportifs	19
Annexe 4 - Évènement hors dispositif	24
Annexe 5 - Convention hors dispositif	27
Annexe 6 - Affectations SHN	35
Annexe 7 - Convention type : OHP 2024	37
Annexe 8 - Fiche projet modifiée - Internationaux de France Gymnastique 2023	41
Annexe 9 - Protocole Fédération Française de Volley-ball	44

EXPOSÉ DES MOTIFS

1 – Soutien aux clubs excellence Île-de-France

Suite à une erreur matérielle, il est proposé de désaffecter la subvention de **50 000 €** (fiche projet 23005958) attribuée initialement à la SAS club professionnel Stade Français Paris Saint-Cloud au titre de l'exercice 2023, et de procéder à une nouvelle affectation de **50 000 €** au bénéfice de l'association (club amateur) **Saint-Cloud Paris Stade Français**.

Il vous est proposé, au titre du dispositif de « soutien aux Clubs Excellence d'Île-de-France », adopté par délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 modifiée, d'attribuer des subventions d'un montant total de **60 000 €** au bénéfice de **2** structures dont le Saint-Cloud Paris Stade Français.

Les 2 fiches projets sont présentées en annexe **1** à la présente délibération.

Il vous est également proposé de procéder à la réaffectation du solde d'une subvention d'un montant d'autorisations d'engagement de **10 000 €** au bénéfice du **Club nautique de Livry-Gargan**, pour laquelle une subvention initialement allouée par délibération n° CP 2021-296 du 22 juillet 2021, n'a pu être versée par suite d'une erreur matérielle.

La fiche projet est présentée en annexe **2** à la présente délibération.

2 – Soutien aux évènements sportifs en Île-de-France

Au titre du dispositif de « Soutien aux évènements sportifs en Île-de-France », adopté par délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016, il est proposé de procéder au vote d'une affectation de **17 500 €** pour l'organisation de **2 évènements sportifs**.

Les 2 fiches projets sont présentées en annexe **3** à la présente délibération.

Il est également proposé de soutenir, **hors dispositif**, **1** projet détaillé en annexe **4** à la présente délibération, pour un montant d'affectation de **30 000 €**, et d'adopter la convention y afférent et figurant en annexe **5** à la présente délibération.

3 – Objectif Haute performance 2024 – Aide individuelle aux sportifs de haut niveau franciliens

Il est proposé une affectation de **406 000 €** au titre du dispositif « Objectif Haute Performance 2024 - aide individuelle aux sportifs de haut-niveau franciliens », adopté par délibération n° CP 2023-230 du 5 juillet 2023 modifiée, pour le soutien de la Région à **40** sportifs de haut-niveau franciliens.

Le tableau d'affectation des subventions vous est présenté en annexe **6** à la présente délibération

Par ailleurs, il vous est proposé l'adoption d'une convention type pour le dispositif susvisé, telle que présenté en annexe **7** à la présente délibération.

4 – Modification de la fiche projet EX074789 attribuée à la Fédération Française de Gymnastique

Par délibération N° CP 2023 – 230 du 5 juillet 2023, la Commission permanente a attribué à la **Fédération Française de Gymnastique** une subvention de 75 000 € pour l'organisation des Internationaux de France de Gymnastique 2023 qui se dérouleront les 16 et 17 septembre 2023 à l'Accor Arena. En regard du budget conséquent de la manifestation, et de son intérêt sportif, il a été arbitré une revalorisation de la subvention à hauteur de **125 000 €**.

La fiche projet modifiée est présentée en annexe **8** à la présente délibération.

5 – Soutien au mouvement sportif francilien

Ce rapport propose de faire adopter un protocole en faveur de la **Fédération Française de Volley-ball** pour mettre en lumière l'ensemble des actions soutenues dans cette discipline. Il est présenté en annexe **9** à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - FONCTIONNEMENT 5ÈME RAPPORT POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Île-de-France » - 1^{ère} partie, modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017, relative au Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international, 2^{ème} partie, modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2019-363 du 18 septembre 2019 relative au soutien au dispositif des clubs d'excellence – dispositif de fonds de soutien en faveur des clubs franciliens ;

VU la délibération n° CP 2021-129 du 1^{er} avril 2021 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement - 2^{ème} rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-296 du 22 juillet 2021 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif des clubs excellence ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-369 du 22 septembre 2021 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement - 4^{ème} rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2022-192 du 20 mai 2022 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement - 3^{ème} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-339 du 23 septembre 2022 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement - 5^{ème} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-033 du 25 janvier 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 1^{er} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-096 du 29 mars 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 2^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-162 du 1^{er} juin 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 3^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-230 du 5 juillet 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement et Investissement – 4^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-259 du 5 juillet 2023 relative aux conventions pluriannuelles avec le mouvement sportif – Fonctionnement – Année 2023 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-295 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements » - Désaffectation

Décide de retirer la subvention n°22005958 attribuée par délibération n° CP 2023-230 du 5 Juillet 2023 à la SAS Saint Cloud Paris Stade Français Volley ball dans le cadre du dispositif « Clubs Excellence Île-de-France ».

Désaffecte en conséquence l'autorisation d'engagement de **50 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

Article 2 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements »

Décide de participer au titre du dispositif « Clubs Excellence Île-de-France » au financement des projets détaillés dans l'annexe **1** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **60 000 €**.

Subordonne le versement des subventions aux clubs premium - 1^{ère} année à la signature d'une convention conforme à la convention type « club premium » adoptée par délibération n° CP 2020-160 du 1er juillet 2020 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **60 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

Article 3 : : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements »

Décide d'affecter le solde de subvention d'un montant d'autorisation d'engagement de **10 000 €** au bénéfice du Club nautique de Livry-Gargan dont le projet est détaillé en annexe **2** à la présente délibération, disponible sur le chapitre sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

Article 4 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements »

Décide au titre du dispositif « Soutien aux événements sportifs se déroulant en Île-de-France » de participer au financement de **2** projets détaillés en annexe **3** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **17 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-369 du 22 septembre 2021 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **17 500 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

Article 5 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements »

Décide de participer, hors dispositif, au financement du projet de la société ARES, détaillé dans l'annexe **4** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **30 000 €**.

Approuve la convention présentée en annexe **5** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

Article 6 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des évènements »

Décide au titre du dispositif « Objectif Haute performance 2024 – aide individuelle aux sportifs de haut niveau franciliens » de participer au financement des **40** subventions détaillées en annexe **6** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **406 000 €**.

Approuve la convention type au règlement d'intervention du dispositif susvisé, telle

qu'elle figure en annexe **7** à la présente délibération.

Subordonne le versement ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **406 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements sportifs », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

Article 7 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements » - Désaffectation et affectation

Désaffecte l'autorisation d'engagement de **75 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de **125 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

Approuve la fiche projet modifiée n° EX074786 telle qu'elle figure en annexe **8** à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-369 du 22 septembre 2021 modifiée et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : Programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements »

Approuve le protocole de partenariat en faveur de la pratique sportive entre la Région Île-de-France et la **Fédération Française de Volley-ball** tel qu'il figure en annexe **9** à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

Article 9 : Règlement budgétaire et financier

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3, de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe1 - Clubs excellence

DOSSIER N° EX075518 - CLUB DAGUERRE - 1ERE ANNEE - SAISON SPORTIVE 2023-2024

Dispositif : Clubs Excellence Île-de-France (n° 00000717)

Délibération Cadre : CR2017-47 modifiée du 09/03/2017

Imputation budgétaire : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200601- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Île-de-France	50 000,00 € TTC	20,00 %	10 000,00 €
Montant total de la subvention			10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB DAGUERRE

Adresse administrative : 44 RUE DAGUERRE
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur SERGE CHOURAQUI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : dispositif des clubs d'excellence - Premium.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le dispositif des clubs premium prend en compte les actions de la saison sportive 2023-2024 (soit du 1er septembre 2023 au 30 Août 2024).

Description :

Le Club Daguerre existe depuis 1972. C'est l'un des premiers clubs français de karaté à Paris. Depuis sa création, un millier de ceintures noires y ont été formées. Le Club Daguerre propose la pratique du Karaté et du Krav-maga en faveur d'environ 350 licenciés dont 32% de femmes. L'équipe pédagogique est dirigée par le fondateur du club en la personne de Serge Chouraqui, expert fédéral 9ème dan, ancien Champion d'Europe et entraîneur des équipes de France (kata et combat) pendant plus de 20 ans. Il a formé de nombreux athlètes de haut-niveau qui se sont distingués en équipe de France avec notamment Marc Pyrée, Gilles Cherdieu et David Felix. Il a également remporté 4 titres de Champion d'Europe des clubs ainsi que de multiples titres de champion de France combat et kata, masculin et féminin, individuel et par équipe.

Le soutien régional permettra notamment de :

- développer la préparation des vétérans à la compétition,
- participer à la nuit des arts martiaux,
- favoriser la formation des jeunes pratiquants à l'arbitrage,
- proposer des ateliers de self-défense au public féminin,
- sensibiliser les femmes aux postes de responsabilité,
- développer le suivi des sportifs susceptibles d'intégrer les listes de haut niveau,
- susciter l'intérêt des adhérents à participer aux stages proposés par les experts fédéraux,

- préparer les candidats aux passages de grade du 1er au 7ème dan,
- encourager des offres de pratique diversifiées en particulier en faveur des enfants,
- préparer les ceintures noires aux formations d'enseignant proposées par la Fédération (FFK),
- conserver la dynamique de la compétition avec une participation récurrente aux épreuves de niveau régional, national et international,
- mettre en place une pratique "sport santé" pour les seniors.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	3 000,00	6,00%
Frais de personnel	17 000,00	34,00%
Frais de déplacement	2 000,00	4,00%
Frais de restauration	3 000,00	6,00%
Frais pour stages de performance sportive	2 000,00	4,00%
Location salles d'entraînement	23 000,00	46,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	40 000,00	80,00%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23007811 - SAINT CLOUD PARIS STADE FRANCAIS VOLLEY - CLUB ELITE - SAISON SPORTIVE 2023-2024 -

Dispositif : Clubs Excellence Île-de-France (n° 00000717)

Délibération Cadre : CR2017-47 modifiée du 09/03/2017

Imputation budgétaire : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200601- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Île-de-France	1 301 441,00 € TTC	3,84 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT CLOUD PARIS SF

Adresse administrative : 19 RUE DE BUZENVAL
92210 SAINT-CLOUD

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Thierry LANGRENEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : dispositif des clubs d'excellence (Elite).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le dispositif des clubs excellence prend en compte les actions durant la saison sportive 2023-2024 (soit du 1er Septembre 2023 au 31 Août 2024).

Description :

Le club a un projet fort sur le haut niveau féminin avec une équipe évoluant en LAF, une équipe en Nationale 2 et un Centre de Formation avec agrément ministériel. Également un projet fort chez les jeunes filles avec pour la dernière saison les M18 Vice- Championnes de France. Il a déjà obtenu de très bons résultats dont la première place au championnat de France des moins de 20 ans. Les Mariannes, est aujourd'hui, la seule équipe pro de volleyball féminin évoluant à Paris et en Île-de- France au plus haut niveau, en LAF.

Le club des Mariannes Stade Français Paris Saint-Cloud et le Levallois Sporting Club ont décidé de se rapprocher pour former une seule équipe pour la saison sportive 2023-2024 ; Les matchs se joueront au Palais des Sports Marcel Cerdan à Levallois.

Les objectifs et actions de développement du club sont notamment les suivants :

- d'accueillir des stagiaires en cours d'études supérieures,
- de renforcer les moyens de formation pour une équipe de haut niveau amateurs (Elite),
- grâce au rapprochement avec le Levallois Sporting Club, de ses moyens matériels et financiers, de faire monter en niveau l'équipe professionnelle féminine,
- d'accentuer l'ancrage territorial avec le recrutement de nouveaux jeunes talents.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériels	34 600,00	2,66%
Frais de personnel	813 841,00	62,53%
Frais de formation	77 000,00	5,92%
Frais de déplacement	155 000,00	11,91%
Frais de restauration	18 000,00	1,38%
Stage de performance	3 000,00	0,23%
Logements, honoraires médicaux, frais de fonctionnement	200 000,00	15,37%
Total	1 301 441,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	216 441,00	16,63%
Ville de Paris	275 000,00	21,13%
Ville de Saint-Cloud	50 000,00	3,84%
Ville de Levallois	350 000,00	26,89%
Région Île-de-France	50 000,00	3,84%
Département	350 000,00	26,89%
Ligue	10 000,00	0,77%
Total	1 301 441,00	100,00%

Annexe 2 - Réaffectation CN Livry Gargan (Club excellence)

DOSSIER N° 23006829 - CLUB NAUTIQUE DE LIVRY-GARGAN – 1ERE ANNEE – SAISON SPORTIVE 2021-2022

Dispositif : Clubs Excellence Île-de-France (n° 00000717)

Délibération Cadre : CR2017-47 modifiée du 09/03/2017

Imputation budgétaire : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200601- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Île-de-France	165 016,43 € TTC	6,06 %	10 000,00 €
Montant total de la subvention			10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNLG CLUB NAUTIQUE DE LIVRY GARGAN
Adresse administrative : 49 AV DU CONSUL GENERAL NORDLING
93190 LIVRY GARGAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL SANBIAGO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : dispositif des clubs d'excellence - Premium.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 30 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Par délibération n° CP2021-296 du 22/07/2021, la Région a accordé une subvention de 10 000 € au bénéfice du Club nautique de Livry-Gargan. Aucune avance ou acompte n'ayant pu être versé, la subvention est tombée en caducité.

Dans ce cadre, il est proposé de réaffecter une somme de 10.000 € au bénéfice du Club nautique de Livry-Gargan.

Description :

Fondé en 1953, le Club Nautique de Livry-Gargan (CNLG) est un des clubs phares de la ville, avec une équipe senior de waterpolo évoluant en championnat de France Nationale 1 (deuxième échelon national). Le CNLG s'appuie sur un noyau de 8 bénévoles et de 10 salariés (dont 3 joueurs) pour structurer ses 3 pôles d'activités que sont :

- L'apprentissage et le perfectionnement de la natation,
- L'aquaform,
- Le waterpolo en compétition.

Le CNLG dispose à ce jour d'un socle de 403 licenciés dont 351 jeunes.

Cet acteur incontournable du sport local fonctionne en bonne intelligence avec les services municipaux

avec un accès en totale autonomie à l'équipement aquatique et une mutualisation de certains matériels (vélo aquatique).

Autour de ses 3 activités nautiques, le CNLG offre les meilleures conditions de pratique sportive à l'ensemble de ses adhérents et ce quel que soit leur niveau en :

- . organisant l'apprentissage de la natation dès l'âge 6 ans ;
- . organisant les sessions d'évaluations Sauv'nage pour valider les acquis ;
- . proposant aux adultes des cours mixtes permettant de se perfectionner en natation via la mise en place de groupe de niveau ;
- . proposant des cours diversifiés comme l'aquagym, l'aquabike, l'aquatrainning pour les adultes, quel que soit leur âge et adaptés à leur condition physique,
- . favorisant l'accès aux personnes en situation de handicap en projet de partenariat avec le comité départemental sport adapté de la Seine Saint Denis
- . organisant l'apprentissage du water-polo avec des entraîneurs diplômés ;
- . présentant des équipes de niveau régional dans toutes les catégories d'âge;
- . présentant une équipe première au niveau National 1 régulièrement classée sur le podium ces 20 dernières années ;
- . proposant des stages de perfectionnement à l'étranger ;
- . organisant chaque année un tournoi international U15 de water-polo lors duquel les équipes étrangères sont hébergées au sein des familles des joueurs Livryens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	20 016,43	12,13%
Frais de personnel	100 000,00	60,60%
Frais de formation	5 000,00	3,03%
Frais de déplacement	30 000,00	18,18%
Frais pour stages de performance sportive	10 000,00	6,06%
Total	165 016,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Partenaires privés	25 016,43	15,16%
Commune	70 000,00	42,42%
Département	60 000,00	36,36%
Région	10 000,00	6,06%
Total	165 016,43	100,00%

Annexe 3 - Evènements sportifs

DOSSIER N° EX077352 - OXY'TRAIL

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-326-657351-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	305 720,00 € TTC	3,27 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPVM COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION PARIS VALLEE DE
LA MARNE
Adresse administrative : 5 CRS DE L ARCHE GUEDON
77200 TORCY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur GUILLAUME LE LAY-FELZINE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 juin 2023 - 25 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

L'Oxy'Trail a vu cette année la participation de plus de 6 000 coureurs. Le parcours a été varié, sillonnant de nombreux lieux emblématiques du territoire tels que les jardins classés du château de Champs-sur-Marne, les bords de Marne, les îles-de-loisirs de Vaires-sur-Marne et de Torcy... 85% du parcours a été effectué sur des sentiers entre ville et nature !

Au-delà des différentes courses qui ont vu la participation de plus de 6 000 personnes, l'Oxy'Trail est un événement éco-responsable et ouvert à tous. La sensibilisation, l'engagement et la solidarité sont des valeurs fortes de la manifestation.

Un village d'animations a notamment permis aux 10 000 spectateurs de vivre des émotions : s'amuser, s'engager, se détendre, se restaurer et partager.

Localisation géographique :

- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	57 020,00	18,65%
Aménagement du site et location de matériels	81 200,00	26,56%
Frais de restauration	9 150,00	2,99%
Indemnités bénévoles	2 850,00	0,93%
Frais de déplacement	2 000,00	0,65%
Taxes diverses	200,00	0,07%
Communication	74 610,00	24,40%
Frais pour audiovisuel	20 500,00	6,71%
Réception VIP	200,00	0,07%
Logistique	18 800,00	6,15%
Gestion compétition / chronométrage	17 000,00	5,56%
Arbitrage	280,00	0,09%
Frais de sécurité	12 400,00	4,06%
Autres dépenses	9 510,00	3,11%
Total	305 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	3,27%
Subvention Département	12 000,00	3,93%
Fonds propres	77 220,00	25,26%
Partenaires privés	69 500,00	22,73%
Inscriptions	135 000,00	44,16%
Vente produits finis	2 000,00	0,65%
Total	305 720,00	100,00%

DOSSIER N° EX077480 - OPEN DE FRANCE D'ATHLETISME

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	50 000,00 € TTC	15,00 %	7 500,00 €
Montant total de la subvention			7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIFA LIGUE IDF ATHLETISME
Adresse administrative : 16 RUE VINCENT COMPOINT 75018 PARIS
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GODARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'Open de France d'athlétisme

Dates prévisionnelles : 22 juillet 2023 - 23 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

L'OPEN De France d'athlétisme se déroulera le 22 et 23 juillet à Bondoufle au Stade d'athlétisme Robert. Cet Open de France va être un événement résolument porté sur l'innovation et sur l'émotion avec une programmation très riche. La manifestation verra l'organisation de deux journées avec 30 épreuves et plus de 300 athlètes attendus.

Elle verra notamment le premier décathlon féminin programmé en France et incluant la perche et le disque féminin : l'occasion pour les meilleures athlètes féminines de s'engager sur les épreuves et ainsi s'aligner sur le nombre d'épreuves réservé aux hommes jusqu'à présent. Six athlètes féminines françaises seront opposées à six athlètes féminines étrangères.

La LIFA s'engage à organiser un Open toujours plus ouvert, plus écologique. En 2023, la LIFA s'engage plus particulièrement autour des enjeux tels que l'inclusion et la solidarité, la préservation de

l'environnement et la sensibilisation de l'ensemble des publics

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	5 000,00	10,00%
Frais d'hébergement	5 000,00	10,00%
Frais de restauration	5 000,00	10,00%
Frais de personnel (charges comprises)	10 000,00	20,00%
Indemnités bénévoles	8 000,00	16,00%
Frais de déplacement	5 000,00	10,00%
Frais d'encadrement	2 000,00	4,00%
Communication	2 000,00	4,00%
Réception VIP	1 000,00	2,00%
Gestion compétition / chronométrage	7 000,00	14,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	7 500,00	15,00%
Fonds propres	41 500,00	83,00%
Partenaires privés	1 000,00	2,00%
Total	50 000,00	100,00%

Annexe 4 - Évènement hors dispositif

DOSSIER N° EX077204 - SOUTIEN A DES EVENEMENTS SPORTIFS

Dispositif : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

Imputation budgétaire : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	276 108,33 € HT	10,87 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFC ARES FIGHTING CHAMPIONSHIP
Adresse administrative : 72 RUE DE LEVIS
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Benjamin SERFATI, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à des évènements sportifs

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

Le Dôme de Paris accueille plusieurs combats d'arts martiaux de septembre à décembre 2023, soit une manifestation par mois. Ces évènements permettent notamment aux meilleurs combattants français de se faire connaître sur le territoire français et international.

Le programme détaillé de chaque manifestation est le suivant : 10 combats opposant 20 combattants en 3 rounds de 5 minutes ou 5 rounds de 5 minutes dans les règles unifiées du mixed martial arts.

Sur les 20 athlètes de haut niveau qui participent à chaque manifestation, les deux tiers sont français. Ils représentent une dizaine de clubs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention est calculée à partir du budget HT de la manifestation soit 276 108,33 €. La subvention proposée s'élève à 30 000 € soit 10,87 % du budget HT.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	105 000,00	31,69%
Frais d'hébergement	20 000,00	6,04%
Frais de restauration	3 000,00	0,91%
Frais de déplacement	28 480,00	8,60%
Communication	7 000,00	2,11%
Redevance fédération internationale	5 500,00	1,66%
Frais pour audiovisuel	76 000,00	22,94%
Réception VIP	8 000,00	2,41%
Logistique	6 500,00	1,96%
Gestion compétition / chronométrage	45 000,00	13,58%
Arbitrage	11 000,00	3,32%
Frais de sécurité	15 850,00	4,78%
Total	331 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	9,05%
Partenaires privés	66 330,00	20,02%
Billetterie	100 000,00	30,18%
Droits audiovisuels	135 000,00	40,74%
Total	331 330,00	100,00%

Annexe 5 - Convention hors dispositif

CONVENTION

Dossier n° **EX077204**

ENTRE

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente,

En vertu de la délibération N° **CP 2023-295 du 21/09/2023**

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

ET

L'organisme dénommé : société ARES FIGHTING CHAMPIONSHIP

dont le statut juridique est : Société

dont le n° SIRET est : 897943015 00015

dont le siège social est situé au : 72 rue de Levis 75017 Paris

représenté par son Directeur Général : Benjamin SERFATI

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A ce titre, la Région Île-de-France est partenaire de nombreux événements et manifestations sportives se déroulant sur son territoire. Ceux-ci contribuent fortement à la découverte des richesses culturelles de chaque localité ; ils favorisent également la vie associative, la cohésion sociale ainsi que la promotion de toutes les pratiques sportives et l'encouragement de la pratique féminine, sans oublier celles des plus jeunes et des personnes en situation de handicap.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° **CP 2023-295 du 21/09/2023**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la société ARES FIGHTING CHAMPIONSHIP pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : soutien à des événements sportifs.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **10,87 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **276 108,33 € HT**, soit un montant maximum de subvention de **30 000 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Article 2.2 : Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

Article 2.3 – Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 2.4 : Obligations relatives à la publication d'une offre de stage ou d'alternance

Le bénéficiaire s'engage à publier 2 offre de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.5 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

Article 2.6 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des

sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la Région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document doit comporter, par ailleurs, la date de mise en service effective du bien financé par la Région.
- un compte rendu financier de l'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Île-de-France.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu. La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond prévu par le dispositif cadre.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables (aménagement du site, frais d'hébergement, de restauration et de déplacement, communication, redevance, audiovisuel, accueil réception, logistique, gestion compétition, arbitrage et sécurité...), sont prises en compte à compter du 15 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région.

Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir **21/09/2023**

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l'article 2.5 de la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° **CP 2023-295 du 21/09/2023**

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif.

Fait à Saint-Ouen

le

en 2 exemplaires originaux

**Pour le bénéficiaire
Le Directeur Général**

**Pour la Présidente
du Conseil Régional d'Ile-de-France,
La Directrice des Sports, des Loisirs
et de la Citoyenneté du Pôle des
Politiques sportives, de santé, de
solidarité et de sécurité**

Benjamin SERFATI

Marjorie LESCURE

Annexe 6 - Affectations SHN

Dossier IRIS	Nom	Prénom	Sport	Club	Statut SHN 2023	Affectation d'autorisations d'engagement des bourses pour les SHN franciliens sous convention
EX078476	AGBEGNENOU	Akhene Joris	Judo	Judo Club Chilly-Mazarin Morangis	Relève	10 000 €
EX078437	AGBEGNENOU	Clarisse	Judo	Red Star Club Champigny	Elite	16 000 €
EX078471	AINAOUI	Ilian	Lutte	Union Sportive de Créteil	Relève	10 000 €
EX078293	AMOURI	Méghane	Savate	Levallois Sporting Club	Senior	10 000 €
EX078310	AUCHECORNE	Melkia	Judo	Association Sports de Chelles Judo	Relève	10 000 €
EX078248	AUGIS	Axel	Gymnastique	Clamart Gym 92	Reconversion	10 000 €
EX078438	BENMESSAHEL	Fatia	Boxe anglaise	Culture Sports et Loisirs Boxe Aulnay-sous-Bois	Relève	10 000 €
EX078267	BRELLE	Émile	Baseball	Les Templiers de Sénart	Relève	10 000 €
EX078439	CLEMENT	Marius	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Relève	10 000 €
EX078044	COTTARD	Grégory	Equitation	Les Ecuries de Wy	Senior	10 000 €
EX078406	D'ALMEIDA	Gloria	Boxe anglaise	Boxing Club de Garges	Relève	10 000 €
EX078263	DE CARVALHO	Alya	Judo	Association Sports de Chelles Judo	Relève	10 000 €
EX078049	DEVICTOR	Chloé	Judo	Force Longjumeau Alliance Massy 91	Relève	10 000 €
EX078417	DUMONT	Ella	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Relève	10 000 €
EX078262	FUSEAU	Laura	Judo	Force Longjumeau Alliance Massy 91	Relève	10 000 €
EX078399	GAILLARD	Tom	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Relève	10 000 €
EX078444	GAGLIARDI	Mickaël	Para volley-ball	Isle Adam Frépillon Val d'Oise Volley-Ball	Relève	10 000 €
EX078436	GALLUDEC	Clara	Judo	Judo Club Maisons-Alfort	Relève	10 000 €
EX078487	GALUSTYAN	Tigran	Lutte	Club Bagnolet Lutte 93	Relève	10 000 €
EX078257	GASTALDELLO	Béryl	Natation	Etoiles 92	Senior	10 000 €
EX078474	GROSY	Sthélyne	Boxe anglaise	Red Star Club Champigny	Relève	10 000 €
EX078050	HAERTELMAYER	Louis	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Relève	10 000 €
EX078393	HANVI	Frédéric	Baseball	Les Templiers de Sénart	Reconversion	10 000 €
EX078452	HEURLIN-VASQUEZ	Lino	Escrime	Paris Université Club	Relève	10 000 €
EX078253	HYM	Charlotte	Skateboard	Tribe Skateboard Club	Senior	10 000 €
EX078400	JACQUES-ANDRE-COQUIN	Joséphine	Escrime	Paris Université Club	Elite	10 000 €
EX078485	JAILLARDON	Oriane	Natation artistique	Grand Paris Sud Corbeil-Essonnes Aquatique	Elite	10 000 €
EX078270	JALLIER	Sébastien	Football américain	Flash de La Courneuve	Senior	10 000 €
EX078307	KHUDADADI	Zakia	Para taekwondo	Académie Clichoise de Taekwondo	Relève	10 000 €
EX078486	LARNICOL	Gaëtan	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Relève	10 000 €
EX078201	MAURY	Julien	Escrime	Paris Université Club	Relève	10 000 €
EX078052	MEKKI	Noémie	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Relève	10 000 €
EX078440	MICHEL	Davina	Boxe anglaise	Boxing Club de Garges	Elite	10 000 €
EX078484	MITORY	Ivannh	Boccia	Ailes V Vous	Relève	10 000 €
EX078445	PINEAU	Elisa	Athlétisme	Entente Franconville Cesame Val d'Oise	Relève	10 000 €
EX078268	PION	François-Guilhem	Football américain	Flash de La Courneuve	Senior	10 000 €
EX078488	SAUTRON	Alexis	Muay thaï	Blanc-Mesnil Muay Thaï School	Senior	10 000 €
EX078254	SELLIER	Corentin	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Senior	10 000 €
EX078429	STAB	Rafaël	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Relève	10 000 €
EX078498	WOUANDJI KEPMEGNI	Yvan	Cécifoot	Cécifoot Saint-Mandé	Elite	10 000 €
						406 000 €

Annexe 7 - Convention type : OHP 2024

CONVENTION N°

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXX-XXX du XXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXX, licencié du club XXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Objectif Haute performance 2024 - Aide individuelle aux sportifs de haut niveau franciliens » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2023-230 du 5 juillet 2023.

L'attribution par la Région d'une aide et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Dans la continuité de sa politique sportive régionale qui vise à faire de l'Île-de-France un territoire d'excellence sportive, la Région décide d'accompagner les sportives et sportifs de haut niveau franciliens, afin de sécuriser leur projet de vie (préparation sportive et après carrière sportive).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XXXX-XXX du XXX, la région Île-de-France a décidé de soutenir XXX, afin de sécuriser son projet de vie (préparation sportive et après carrière sportive).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une aide d'un montant de X €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit, des modification survenues portant sur un changement d'adresse, de coordonnées et de domiciliation bancaire.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE ET DE DEONTOLOGIE DU SPORT

En tant que signataire de la charte régionale éthique et déontologique du sport, le bénéficiaire s'engage à adhérer et à respecter en toutes circonstances les 10 engagements qui y sont détaillés, à savoir :

- Je respecte les règles, l'esprit du jeu et l'adversaire,
- Je me bats contre les préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap,
- Je lutte contre les incivilités et la violence,
- Je lutte contre le sexisme,
- Je dénonce les violences sexuelles,
- Je respecte l'arbitre,
- J'agis contre l'homophobie,
- J'agis contre le racisme,
- Je refuse le dopage et bannis la tricherie,
- Je pratique mon sport en harmonie avec la nature.

ARTICLE 3 : ATTRIBUTION DU TITRE D'AMBASSADRICE OU AMBASSADEUR DU SPORT DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Le bénéficiaire se voit attribuer le titre d'« Ambassadrice ou Ambassadeur du Sport de la région Île-de-France ».

Il peut, à ce titre, participer, sur la base du volontariat et en fonction des nécessités de son entraînement ou de sa préparation sportive, à l'appel à projets lancé par la Région à destination des lycées, des universités, des centres de formation des apprentis, des instituts de formation en soins infirmiers, du mouvement sportif et des organismes franciliens impliqués dans la vie sportive (CROS Île-de-France, ligues et comités régionaux, collectivités territoriales et EPCI...), afin de promouvoir les valeurs du sport, l'éthique du sport, ainsi que la lutte contre toutes formes de discriminations, de violences et d'incivilités dans le sport, et de favoriser la découverte, la sensibilisation et le développement de la pratique sportive des jeunes franciliens.

Il peut également participer à des projets conduits à l'initiative de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à valoriser son titre d'« Ambassadrice ou Ambassadeur du Sport de la région Île-de-France » et à citer la Région dans ses interventions auprès des jeunes franciliens.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de l'aide intervient sous forme d'un versement unique, sur demande du bénéficiaire, sans production d'éléments justificatifs.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de l'aide par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale sa demande de versement, ladite aide devient caduque et est annulée.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, la Région se donne pour objectif d'effectuer le paiement des aides dans un délai de 90 jours, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide au bénéficiaire. Elle prend fin au 31 décembre 2024.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution des obligations de l'article 2.2.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE L'AIDE

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de l'aide versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale d'éthique et déontologique du sport.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de l'aide, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution de la présente convention et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en deux exemplaires originaux, le

Sportif(ve) francilien(ne)

**La Présidente de la Région
Île-de-France**

(Nom du signataire)

(Nom, qualité et cachet du signataire)

Annexe 8 - Fiche projet modifiée - Internationaux de France Gymnastique 2023

DOSSIER N° EX074786 - INTERNATIONAUX DE FRANCE DE GYMNASTIQUE 2023

Dispositif : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	1 500 000,00 € TTC	8,33 %	125 000,00 €
	Montant total de la subvention		125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE
Adresse administrative : 7 T COUR DES PETITES ECURIES
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JAMES BLATEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation des Internationaux de France de Gymnastique 2023.

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2022 - 21 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

La Fédération Française de Gymnastique va organiser les 16 et 17 septembre 2023 les Internationaux de France de Gymnastique "Coupe du Monde" à l'Accor Arena, étape essentielle avant les Jeux Olympiques 2024 qui se dérouleront à Paris.

Cette édition 2023 bénéficie du label "Coupe du Monde Challenge FIG", ce qui est une garantie supplémentaire d'accueillir les meilleurs gymnastes mondiaux, soit plus de 150 athlètes pour 30 nations représentées.

Des animations seront mises en place pour les clubs franciliens et notamment pour les publics scolaires ainsi que le public accueilli lors de l'évènement.

Au-delà d'accompagner un évènement sportif majeur, ces animations ont pour objectif de :

- Promouvoir la gymnastique dans la Région Ile-de-France.
- Faire concourir les meilleurs athlètes français et internationaux.
- Proposer un évènement gymnique majeur retransmis par plusieurs chaines.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	39 500,00	2,63%
Aménagement du site et location de matériels	701 100,00	46,74%
Frais d'hébergement	90 000,00	6,00%
Frais de restauration	137 000,00	9,13%
Frais de déplacement	46 200,00	3,08%
Taxes diverses	33 500,00	2,23%
Communication	129 000,00	8,60%
Redevance fédération internationale	38 500,00	2,57%
Frais pour audiovisuel	90 000,00	6,00%
Réception VIP	80 500,00	5,37%
Logistique	96 000,00	6,40%
Gestion compétition / chronométrage	18 700,00	1,25%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	125 000,00	8,33%
Fonds propres	113 000,00	7,53%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	250 000,00	16,67%
Partenaires privés	330 000,00	22,00%
Billetterie	627 000,00	41,80%
Vente produits finis	55 000,00	3,67%
Total	1 500 000,00	100,00%

Annexe 9 - Protocole Fédération Française de Volley-ball

Le 21 septembre 2023

PROTOCOLE DE PARTENARIAT

Entre,

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération CP n°2023-295 du 21 septembre 2023
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

La Fédération Française de Volley-Ball, dont le siège est situé au 17 rue Georges Clémenceau, 94607 Choisy-le-Roi cedex, représentée par son Président, Monsieur Eric TANGUY,
Ci-après dénommée « la Fédération ».

Et

La Ligue Île-de-France de Volley-Ball, dont le siège est situé au 36 rue Etienne Dolet, 94230 Cachan, représentée par son Président, Monsieur Sébastien GONCALVES-MARTIN,

Ci-après dénommée « la Ligue ».

d'autre part,

PRÉAMBULE

I. LA RÉGION, PREMIER FINANCEUR DU MOUVEMENT SPORTIF FRANCILIEN ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE

- a. La Région confirme plus que jamais son objectif de développement de la pratique sportive pour tous les franciliens. Dans ce cadre, elle poursuit sa politique sportive globale en maintenant un soutien appuyé aux acteurs du sport tout en participant au financement des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Le budget 2023 confirme et amplifie ainsi cet effort sans précédent, qui fait de la Région le premier partenaire du sport en Île-de-France

Dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la Région a pris un engagement financier total de 235 M€ ce qui en fait le deuxième financeur après l'Etat et devant la ville de Paris.

Parallèlement à cette contribution, la Région a tenu à poursuivre son soutien à l'ensemble du mouvement sportif.

Ainsi, avec un budget de 435 M€ dédié au sport depuis 2016, dont plus de 322 M€ pour les investissements sportifs, la Région confirme son programme d'actions ambitieux pour financer la construction ou la rénovation d'équipements sportifs.

Ce sont ainsi plus de **2 187 équipements sportifs qui ont pu voir le jour** grâce au soutien financier de la Région dont 439 équipements en quartiers prioritaires et 524 équipements en zone rurale confirmant le rôle de la Région dans la réduction de la carence en équipements sportifs.

Des efforts budgétaires très importants de plus de 100 M€ ont été dédiés à la formation et au développement de la pratique sportive, à l'organisation d'événements sportifs, sur le territoire, au déplacement des jeunes sportifs, à la promotion du sport, à l'accueil de délégations étrangères et de l'Outre-Mer dans le cadre « d'Ile-de-France terre, d'excellence sportive pour l'international », aux sportifs de haut niveau franciliens et au développement de l'accès aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs franciliennes.

II. LES PRIORITÉS DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE RÉGIONALE

La politique sportive régionale, en partenariat avec le mouvement sportif, vise à renforcer la pratique de haut niveau comme celle du plus grand nombre. Elle a pour objectif de préparer toute une génération aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024.

Afin de répondre à cet objectif, la Région consolide ses relations entre les différents acteurs du sport sur le territoire francilien et affirme ainsi une nouvelle politique sportive. Celle-ci a acquis une nouvelle dimension depuis sa refonte et la mise en place de nouveaux dispositifs. La nouvelle politique sportive régionale est notamment marquée par un lien renforcé avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France, tête de réseau du monde sportif régional.

Le soutien aux fédérations sportives devient un nouvel axe de la politique régionale.

a. Les priorités de la Région avec le mouvement sportif

Les enjeux de la pratique sportive en Île-de-France sont multiples : santé, lien social, intégration, attractivité. C'est pourquoi, la Région met en place une politique volontariste en faveur du sport et s'est engagée à :

Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre en portant une attention particulière aux publics les plus éloignés de la pratique sportive, tant pour des raisons géographiques, culturelles que sociales ou de handicap, et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les fédérations, ligues et comités sportifs régionaux à l'occasion de l'**Olympiade 2021-2024**. Les soutiens sont prioritairement tournés vers le développement de la pratique sportive pour tous, l'accessibilité des équipements pour les personnes en situation de handicap, l'accès à la pratique sportive pour le public féminin, les adolescents et les seniors ;

Soutenir les formations professionnalisantes, diplômantes ou continues, en ce qui concerne l'encadrement éducatif et technique et les dirigeants bénévoles et officiels (100.000 stagiaires dans le domaine du management et gestion association sportive pour 30 000 bénévoles) sur l'olympiade 2021-2024 ;

Aider à la création d'emplois sportifs pérennes dans le milieu associatif par le biais des formations inscrites dans le cadre des conventions passées avec les ligues et comités sportifs régionaux ;

Soutenir et mettre en valeur les athlètes franciliens :

Pour ces sportifs, qui se verront attribuer le titre d'« Ambassadrice et Ambassadeur du sport de la Région Île-de-France », cela se concrétise par un soutien au niveau de leur pratique sportive et de leur projet de vie pendant l'olympiade ;

Accompagner et soutenir les événements sportifs internationaux dont les effets sont indéniables sur la pratique sportive, l'emploi et le tourisme. L'organisation de ces compétitions est également un vecteur indispensable au rayonnement du territoire francilien, à son attractivité mais aussi à la promotion des JOP de Paris 2024 ;

Accompagner les clubs :

- **dans leurs parcours compétitifs** vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux en leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution ;
- **dans leur fonctionnement** et pour l'ensemble de leurs activités, via des « chèques sport – bons d'achat multi-enseignes » ;

Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien, en favorisant l'accueil de délégations issues de pays en lien avec ses politiques internationale, européenne et francophone ;

Encourager la pratique sportive pour le public féminin, notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales, et également pour les personnes en situation de handicap ;

Accompagner et permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels spécifiques par le biais des ligues et comités sportifs régionaux et par le biais des conventions pluriannuelles passées avec les ligues handisports et de sport adapté ;

Soutenir les projets associatifs d'envergure régionale en faveur des quartiers populaires visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, défendre les valeurs de la République et la Citoyenneté, favoriser la place des femmes au sein de l'espace public dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (équipements sportifs) et lutter contre les violences faites aux femmes ;

Lutter contre toutes les formes de discriminations et prévenir les risques de radicalisation en adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité élaborée en association avec les ligues et comités sportifs régionaux que chaque clubs et associations franciliens s'engage à diffuser et à appliquer. Dans ce cadre, elle a formé et a décidé de former un réseau de lanceurs d'alerte, de vigies des valeurs de la République L'objectif est de donner aux clubs et aux entraîneurs des outils pour leur permettre d'agir avant que les jeunes ne basculent ;

Dans la continuité, une charte d'éthique et de déontologie du sport a été élaborée. Elle a été signée par l'ensemble des ligues et comités régionaux d'Île de France. Bâtie autour de 10 engagements, cette charte a pour objectif, par une action éducative, de faire reculer les nombreuses dérives constatées dans le sport en promouvant auprès du mouvement sportif francilien une approche citoyenne et respectueuse du sport.

Chaque licencié est appelé à signer cette charte dès sa prise de licence, à adhérer ainsi à ces 10 engagements et à les respecter en toutes circonstances.

Développer l'accès aux loisirs et aux vacances pour les jeunes Franciliens, notamment pour ceux qui ne partent pas en vacances, par le biais des tickets loisirs et des villages sportifs et culturels organisées sur les îles de loisirs, leur donnant ainsi la possibilité de découvrir et de pratiquer des activités sportives, culturelles et pédagogiques durant les vacances d'été.

b. Les priorités de la Région avec les collectivités locales

L'Île-de-France a un taux d'équipement sportif par habitant qui est largement inférieur à la moyenne nationale. C'est pourquoi, la Région a décidé de combler ce retard important, notamment en simplifiant les conditions d'éligibilité pour financer davantage d'infrastructures sportives.

Ainsi, elle s'engage à :

Moderniser les équipements sportifs en veillant au développement équilibré de son territoire tout en favorisant son attractivité. Les nombreux projets d'équipements sportifs de proximité à l'initiative des collectivités territoriales et soutenues par la Région, constituent une réponse appropriée à la carence de certains territoires dans ce domaine. De plus, la Région a instauré l'obligation d'installation d'un club résident développant la pratique sportive mixte ou féminine, et si possible la pratique sport et handicap, pour chaque infrastructure sportive qu'elle finance ;

Poursuivre les efforts en matière de construction et de rénovation des équipements sportifs mis à disposition des lycées en faveur de l'éducation physique et sportive et du maillage associatif local ;

Accompagner les collectivités franciliennes de plus de 2.000 habitants (communes, EPCI et EPT) dans leurs projets d'investissement concourant à la réalisation d'équipements sportifs de proximité répondant aux besoins des populations locales dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR) ;

Permettre la pratique sportive des personnes en situation de handicap en soutenant plus spécifiquement les collectivités qui auront justifié de la mise en œuvre d'une politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap, notamment par la désignation d'un club résident accueillant ce public. Pour celles-ci, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10% sur les équipements permettant une pratique compétitive.

III. LA RÉGION AUX COTÉS DU VOLLEY-BALL NATIONAL ET RÉGIONAL.

a. La Région, premier financeur du volley-ball francilien

Depuis 2016 le volley-ball francilien a bénéficié d'aides régionales de 61 478 969 € pour le développement et la promotion de la discipline :

Ce financement comprend **486 160 € pour le soutien au développement de la pratique du volley-ball et formation des cadres techniques, des éducateurs et des dirigeants et pour des actions en quartiers populaires** par le biais de conventions pluriannuelles passées avec la Ligue Île-de-France de Volley-Ball et la Fédération, qui ont notamment permis de créer des emplois en temps plein.

Ce financement comprend également **60,247 M€ pour la construction, rénovation et réhabilitation de 318 équipements dédiés à la pratique du volley-ball.**

La Région soutient les événements sportifs d'intérêt régional, national, international, finance aussi les Clubs Excellence d'Île-de-France et les sportifs titrés Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France de la discipline.

Certains dispositifs sont conditionnés à l'obligation de mise en place d'un club résident avec une pratique féminine et si possible le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap.

- b. La Fédération, partenaire privilégié de la Région Île-de-France, déploie sa politique sportive vers les clubs et les pratiquants, en collaboration avec la Ligue Île-de-France de Volley-Ball.**

Dans le cadre de sa mission de service public défini par l'article L.131-9 du Code du sport, la Fédération favorise la démocratisation et le développement de la pratique du volley-ball. Pour ce faire, elle anime et développe un réseau de clubs sur tout le territoire.

L'action de la Fédération vise à augmenter le nombre de licenciés et à diffuser la pratique du volley-ball sous toutes ses formes, notamment par :

- Relations scolaires-universitaires :

Un des axes de développement de la Fédération repose sur le renforcement du réseau des intervenants spécialisés de la Fédération et des acteurs du monde scolaire à tous les niveaux (national, régional, départemental, local).

Outre la création ou la fidélisation de licences, le développement passe aussi par le renforcement du réseau des intervenants de la Fédération et des acteurs du monde scolaire, et cela à tous les échelons (national, régional, départemental, local).

Chaque territoire (échelon régional et départemental) travaillera avec son réseau d'enseignants volleyeurs, et essaiera d'élargir le réseau à des non-volleyeurs, afin de dépasser les clivages monde scolaire/monde fédéral.

L'objectif est de faire évoluer progressivement les manières d'enseigner le volley-ball à tous niveaux (primaire, secondaire, supérieur) grâce notamment à la mise à jour d'Educ Volley dans le cadre des nouvelles conventions signées en 2017 et 2018 avec les Fédérations scolaires et avec l'Education Nationale.

Le dispositif « club jeune » est un outil à la disposition des ligues et des départements pour favoriser la création de structures mixtes clubs/établissements scolaires ou universitaires.

La Fédération intègre la démarche RSE (retour sur Ecoresponsabilité) au projet de structuration, tant au niveau de la pratique en salle que du beach-volley, en se positionnant fortement sur les trois piliers : social, environnemental et économique.

- Volley santé :

Dans le cadre des activités du « Comité Sport Santé FF Volley », la fédération propose plusieurs activités dans le but de promouvoir la pratique du volley-ball pour tous les publics, quel que soit leur âge, leur condition sociale, qu'ils soient ou pas éloignés de la pratique sportive.

Avec le « **VOLLEY CARE** », la Fédération s'adresse particulièrement aux publics suivants : aux déficients intellectuels et/ou moteurs, personnes dont les capacités cognitives sont amoindries, pouvant cumuler un handicap moteur (comme une hémiplegie), résidentes ou non dans des IME (Instituts Médicaux Educatifs) ou FM (Foyers Médicalisés) ou IMS (Instituts Médicaux Sociaux).

Le « **SOFT VOLLEY** » est une activité fun, ludique, dérivative du volley-ball et accessible à un large public, notamment pour les loisirs seniors et les primo arrivants dans les clubs.

Le « **FIT VOLLEY** » est une pratique plutôt orientée vers un public féminin, qui privilégie la convivialité et la dépense d'énergie en associant une partie fitness (gym tonic, renforcement musculaire) et une partie jeu volley-ball pendant la même séance. L'activité peut s'adapter à tous les niveaux de pratique.

Le « **VOLLEY-BALL ASSIS** », discipline paralympique depuis 1980, se joue sur un terrain plus petit et avec un filet plus bas qu'au volley-ball. Les joueurs sont assis à même le sol et se déplacent en glissant avec l'aide de leurs membres. Ils peuvent utiliser toutes les parties de leur

corps pour garder le ballon en jeu. Le volley-ball assis permet de faire fi des préjugés, il encourage la mixité en permettant aux personnes handicapées et aux personnes valides de pratiquer ensemble avec la même intensité et le même plaisir !

Le « **VOLLEY SOURD** » est une pratique adaptée du volley-ball pour les personnes sourdes et malentendantes, que proposent les clubs affiliés. « Signer » au volley-ball est l'usage de la langue des signes, pour communiquer, en association aux signes des joueurs(ses) et aux gestes des arbitres.

- **Le Plan citoyen ou Volley citoyen :**

Au travers du plan citoyen du sport, les instances de la Fédération permettent d'ouvrir la pratique aux publics identifiés comme les plus éloignés de la pratique sportive fédérale. Donc dans le cadre du plan volley citoyen, la Fédération propose une offre ciblée en direction des quartiers prioritaires de la Ville (QPV).

Le **volley-ball et le beach volley** ne sont pas seulement des spectacles attractifs pratiqués à haut-niveau, mais aussi des supports permettant de proposer des espaces de non-violence, de socialisation et favorables aux actions éducatives. Ainsi, cette action, présentée dans le cadre de l'appel à projets « plan citoyen du sport », encourage la mise en place d'une offre de pratique innovante adaptée aux attentes et besoins des adolescents et jeunes adultes domiciliés au sein des QPV.

Le « **LAND VOLLEY - 4X4 tout terrain** » est un outil fédéral à destination des structures de la Fédération, favorisant un travail d'insertion, impliquant et valorisant des jeunes résidant dans les QPV ; C'est aussi un vecteur d'initiatives pour les structures désireuses de s'engager dans une politique de développement solidaire et durable et qui se trouvent bien souvent démunies dans leurs moyens d'agir.

Cette pratique est très ouverte de par la diversité des lieux de pratiques possibles (terrains extérieurs), la simplification des conditions d'intervention sur le ballon et les règles de jeu. Elle se veut favorable à la mixité dans la constitution des équipes. A cette mixité des pratiquants se greffe une mixité d'encadrement dans le pilotage des projets, notamment par la mise en place d'un partenariat fort entre les structures fédérales de la Fédération et les associations locales impliquées dans la politique de la ville.

L'accompagnement de ce plan d'envergure est facilité par le recours aux volontaires du Service Civique. L'ambition fédérale est que chaque comité départemental puisse accueillir et bénéficier de l'engagement d'un volontaire au minimum.

Cette action permet aux clubs affiliés de la Fédération d'être identifiés par une nouvelle labellisation « **club citoyen** » qui permet de valoriser les bonnes pratiques.

- **Les services aux clubs :**

La Fédération est dans une démarche de dématérialisation de ses procédures et de ses documents. Ainsi, les affiliations des clubs et les adhésions des licenciés se font en ligne. La dématérialisation des feuilles de matchs a été lancée en septembre 2018 en favorisant sa mise en service jusqu'au niveau départemental. Cette application sera gratuite pour l'ensemble des clubs affiliés.

• **Soutien spécifique à la Ligue Île-de-France de Volley-Ball et actions communes en faveur du développement**

Dans le cadre de l'aide au développement de la pratique, La Fédération accorde des aides directes aux clubs de la Ligue pour soutenir leur projet de développement par l'intermédiaire de la labellisation.

La Fédération porte et appuie des projets d'équipements de volley-ball auprès de la Région Île-de-France.

En 2022, les aides au développement accordées par la Fédération à la Ligue Île-de-France de Volley-Ball **s'élèvent à 26 450 €**. Par ailleurs, dans la cadre de son plan de développement, la Fédération Française de Volley-Ball soutient la création de 3 postes d'agents de développement au sein de la Ligue Île-de-France

Cette aide a contribué à financer des actions de formation mises en place par la Ligue.

La présente convention a donc pour but de définir les modalités du partenariat entre la Région et la Fédération pour le développement et la promotion de la pratique du volley-ball en Île-de-France.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le protocole instaure **un partenariat novateur entre la Région et la Fédération** qui s'appuie sur les dispositifs d'aides régionales en direction de projets d'équipements sportifs, de formation et de développement de la pratique du volley-ball d'une manière générale.

Dans ce cadre, la Région et la Fédération **décident d'agir ensemble** pour :

PROMOUVOIR ET FAIRE RESPECTER LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PRINCIPE DE LAÏCITÉ AINSI QUE LES VALEURS D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DU SPORT.

S'attacher au respect de la laïcité, des valeurs républicaines et à la prévention contre toutes les formes de violence (racisme, sexisme, homophobie, violences sexuelles, préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap), **de discrimination, de radicalisation, d'incivilités et d'hooliganisme** dans les différentes actions sportives menées sur le territoire francilien (Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ; Charte régionale d'éthique et de déontologie du sport).

À travers son règlement disciplinaire, **la Fédération affiche fermeté et détermination** face à toutes les formes de **violences**, de **discriminations** et de **radicalisation, d'incivilités et d'hooliganisme** dans le sport.

ENCOURAGER ET DÉVELOPPER LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Recenser les expériences d'intégration des personnes en situation de handicap dans les clubs ;

Evaluer l'augmentation du nombre de pratiquants et de licenciés sur l'olympiade ;

Former les entraîneurs à l'encadrement de cette pratique dédiée aux personnes en situation de handicap ;

Encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap, notamment au travers d'un projet pluriannuel concerté entre la Fédération Française de Volley-Ball et la Fédération Française Handisport jusqu'en 2024 (Exemple : Projet de volley-assis).

Par ailleurs, la Fédération a **un partenariat privilégié avec le CNSD (Centre National des Sports et de la Défense) à Fontainebleau** comme base d'accueil du para-volley (volley-assis, discipline paralympique).

FAVORISER L'ACCÈS AU SPORT POUR TOUS ET NOTAMMENT DES FEMMES.

Encourager la pratique physique et sportive féminine par des actions innovantes en faveur des femmes, des actions auprès des lycéennes, des actions de promotion de la pratique lors d'événements sportifs 100% féminins, en partenariat avec la Région.

Faciliter la féminisation du mouvement sportif francilien grâce à la formation au travers de la prise en compte des enjeux de la mixité dans les formations de l'encadrement technique sportif et des fonctions d'arbitrage et d'encadrement.

Accompagner les sportives de haut niveau dans la construction de leur projet professionnel et sportif, promouvoir et accroître la réussite des féminines dans le haut niveau. Le Parcours de Performance Fédéral 2020-2024 intègre un axe sur ce volet, pleinement déclinable à l'échelle francilienne.

Mettre à l'honneur les sportives titrées Ambassadrices du Sport de la Région Île-de-France en répondant à l'appel à projets de la Région permettant d'organiser des projets et des animations auprès des Lycées d'Île-de-France.

Développer la pratique sportive pour le plus grand nombre et favoriser le développement des pratiques sportives pour tous sur l'ensemble du territoire, tout en privilégiant les zones rurales et les quartiers de la politique de la ville en Île-de-France.

FACILITER L'ACCES DES FEMMES AUX RESPONSABILITES

Assurer une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes des fédérations, des ligues et comités sportifs et des associations sportives reflétant la répartition des licenciés femmes-hommes par un rééquilibrage de la règle de proportionnalité.

Favoriser l'accès des femmes à la formation, à l'encadrement, à l'arbitrage, aux fonctions d'officiels.

CONTRIBUER AU RAYONNEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, 1ERE CAPITALE EUROPÉENNE.

Accueillir de grands évènements sportifs internationaux comme moyen de valoriser la dimension éducative et sociale du sport et de favoriser le rayonnement international de la Région, **acteur de mobilisation, dans le cadre de la stratégie d'accompagnement des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024** (Exemple : Paris Beach Pro Tour au stade Roland Garros en septembre 2023).

RENFORCER LA QUALITÉ DES ENCADRANTS ET DE L'INTERVENTION DES BÉNÉVOLES.

Renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire francilien dans le cadre de **formations professionnalisantes, diplômantes ou continues**.

Une attention particulière sera portée à la formation des cadres et des dirigeants à la lutte contre les violences sexuelles et à la prévention de la radicalisation.

ACCOMPAGNER LES JEUNES TALENTS FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE ET D'UN DOUBLE PROJET ADAPTÉ ET RENOUVELÉ.

Accompagner les jeunes sportifs identifiés comme futurs talents au Pôle Espoir Volley-Ball Féminin et au Pôle Espoir Volley-Ball Masculin, au Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportives (CREPS) d'Île-de-France et permettre aux jeunes athlètes de mener à bien leur double projet sportif et étudiant/professionnel.

Offrir à ces jeunes sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau en lien avec les clubs d'excellence d'Île-de-France.

Par ailleurs, **un projet de Pôle Espoir** est en cours pour la rentrée scolaire 2024 avec la couverture de deux terrains de beach volley. Ainsi, **le territoire de l'Île-de-France bénéficiera de Pôles Espoirs dans les deux disciplines olympiques**.

DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE L'OUTRE-MER ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE À TRAVERS LE SPORT.

Accueillir des délégations sportives ultra-marines (Guadeloupe, Martinique, Guyane Réunion et Zones Pacifique et Océanie) dans le cadre de stages et de préparation finale pour une compétition nationale ou internationale et soutenir les athlètes ultra-marins repérés par la Fédération pour qu'ils puissent poursuivre leur double projet.

Soutenir les athlètes ultra-marins repérés par la Fédération et souhaitant intégrer le Pôle Espoir Volley-Ball Féminin et le Pôle Espoir Volley-Ball Masculin au Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportives (CREPS) d'Île-de-France à Châtenay-Malabry pour y poursuivre leur double projet.

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES À TRAVERS LE SPORT.

Permettre la pratique sportive en entreprise et aider les entreprises souhaitant mettre en place des initiatives de promotion de l'activité physique et sportive dans leurs stratégies et pratiques managériales.

Profiter des événements sportifs internationaux accueillis en France pour organiser des échanges de savoir-faire entre les chefs d'entreprise franciliens et les chefs d'entreprise internationaux.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES ET DE LOISIRS AU PROFIT DE TOUS LES PUBLICS ET NOTAMMENT DES JEUNES LICENCIÉS FRANCILIENS

Parce qu'un grand nombre de Franciliennes et de Franciliens ne sont jamais partis ou ne partent pratiquement jamais en vacances, la Région mène une politique volontariste de développement d'accès aux loisirs et aux vacances.

Le dispositif « Ticket-Loisirs » a notamment pour objectif de favoriser le développement des pratiques sportives et de loisirs au profit de tous les publics et notamment des jeunes licenciés franciliens.

Les tickets-loisirs sont utilisables sur les douze îles de loisirs régionales. Ils permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement **des projets tels que des sorties en groupe à la journée, des cycles d'activités sportives, des actions portées par le mouvement sportif et des séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs.**

Grâce à la Région, la Fédération et la Ligue pourront bénéficier du dispositif « Ticket-Loisirs » au profit de leurs licenciés franciliens.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'EXERCICE DU PARTENARIAT

D'une part, la Région et la Fédération pourront soutenir conjointement les projets sportifs de la Ligue et des collectivités territoriales au travers d'une aide financière au développement **reposant sur des financements** qui devront faire l'objet d'une saisine du Vice-Président du Conseil régional chargé des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative et des Maires des communes concernées.

D'autre part, la Fédération pourra demander à bénéficier des différents dispositifs régionaux (tant en fonctionnement qu'en investissement) pour les projets qu'elle conduirait dans le cadre des objectifs partagés mentionnés l'article 1.

Pour ce faire, les projets adressés à la Région feront l'objet d'un examen par les services régionaux **dans les conditions fixées par les règlements d'intervention des dispositifs applicables.**

Les modalités de versement des aides régionales sont en tout état de cause précisées dans les conventions de subventionnement signées avec la Fédération et la Ligue.

Les aides de la Région sont allouées chaque année dans la limite des crédits ouverts au budget.

La Fédération et la Ligue s'engagent à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET ET DURÉE DU PROTOCOLE

Le présent protocole est valable **à compter de la date de sa signature et jusqu'à la fin de l'olympiade en cours, soit jusqu'au 31 décembre 2024.**

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

LA FÉDÉRATION RECONNAIT QUE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST UN PARTENAIRE MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DU VOLLEY-BALL, EN CE QUI CONCERNE :

4.1 LE SOUTIEN DES GRANDS ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX EN ÎLE-DE-FRANCE

Grâce au soutien de la Région, la Fédération organise des événements sportifs d'ampleur, tel que les finales de Coupe de France professionnelle et le Paris Beach Pro Tour. Ces événements sont d'excellents moyens de promotion du volley-ball au cœur de la région francilienne.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE SUR SES ÉVÉNEMENTS FRANCILIENS À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région à travers les supports de communication ;
- Assurer la visibilité régionale dans l'organisation d'événements (logo sur les podiums, banderoles, animations LED, kakémonos, représentant légal pour la remise de récompenses) ;
- Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la région Île-de-France » sur tous les supports de communication print et digital (programme, page de publicité, site internet, réseaux sociaux, streaming en live) ;
- Inviter la Région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;
- Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale.

4.2 L'ACCUEIL D'ATHLÈTES ULTRAMARINS

Grâce au soutien de la Région Île-de-France, la Fédération favorisera l'accueil d'athlètes ultramarins (Caraïbes, Pacifique, Océanie) sur les compétitions et en stage de préparation en Île-de-France, notamment pour les athlètes ultramarins qui n'ont plus de site d'entraînement.

La Fédération poursuit le développement du volley-ball dans ces régions et la Région aide au financement des plus jeunes sur les compétitions nationales organisées en Île-de-France.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans l'accueil d'athlètes ultramarins à travers les supports de communication ;
- Faire la promotion du dispositif Île-de-France, terre d'excellence pour l'international auprès des territoires de l'Outre-Mer et des athlètes ultramarins ;
- Organiser une conférence de presse en présence des athlètes ultramarins avec le soutien de la région Île-de-France.

4.3 FAVORISER LES LIENS AVEC LES CLUBS D'EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE

Grâce au soutien de la région Île-de-France, la Fédération accompagne les clubs élites féminins dans le cadre de la pratique sportive et de la formation et notamment l'équipe des Mariannes, club phare francilien.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans les clubs élites féminins ;
- Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;
- Assurer une visibilité régionale sur les événements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses).

4.4 LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS QUI S'INSCRIVENT DANS LA POLITIQUE SPORTIVE PORTEE PAR LA FEDERATION

Le principe retenu entre la Région et la Fédération est celui d'une concertation autour des projets d'équipement présentés par les clubs et les collectivités. Pour la transmission d'informations, la Région et la Fédération en lien avec la Ligue d'Île-de-France élaborent conjointement **une fiche navette dématérialisée** destinée à l'information mutuelle des signataires.

La Région transmet à la Fédération et à la Ligue d'Île-de-France, par le biais de la fiche navette, les projets de construction d'équipements de volley-ball, déposés sur la plateforme des aides régionales.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le cadre du financement des équipements sportifs à travers les supports de communication ;**
- **Assurer la visibilité régionale dans l'équipement sportif (panneaux, kakémonos) ;**
- **Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;**
- **Organiser l'inauguration en présence de la région Île-de-France.**

4.5 LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE FÉMININE ET DU HAUT NIVEAU FÉMININ FRANCILIEN

Grâce au soutien de la Région, la Fédération agit pour que les événements sportifs féminins bénéficient de la même visibilité médiatique que les épreuves masculines. L'objectif est de valoriser les événements sportifs internationaux et nationaux pour le public féminin (ex : Finales des Coupes de France professionnelle féminine et masculine). Pour appuyer la promotion du volley-ball féminin, la campagne de rentrée envers les clubs comporte une action spécifique pour ce public.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- **Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique féminine et du haut niveau féminin francilien à travers les supports de communication ;**
- **Faire la promotion du volley-ball féminin à travers une affiche et un programme de communication digital valorisant la pratique féminine ;**
- **Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (réseaux sociaux et streaming en live) valorisant la pratique féminine ;**
- **Assurer une visibilité régionale sur les événements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses) ;**
- **Inviter la région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion ;**
- **Proposer à la Région des invitations et accès à des événements pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens et les représentants de l'institution régionale.**

4.6 LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE POUR TOUS

- **LE SOUTIEN A LA PRATIQUE PARASPORT**

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de développement de la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap en leur permettant d'accéder à l'activité en milieu sportif ordinaire.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique parasport à travers les supports de communication ;
- Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (film promotionnel, flyers...) ;
- Assurer une visibilité régionale sur les événements liés au sport adapté ;
- Inviter la région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion.

• LE SOUTIEN A LA PRATIQUE DE PROXIMITE

Grâce au soutien de la Région, la Fédération développe des actions d'initiation et de promotion du volley-ball, ouvert aux jeunes issus des quartiers prioritaires de la ville, dans les zones rurales, et dans les villages sportifs des îles de loisirs.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement de la pratique de proximité à travers les supports de communication ;
- Apposer le logo « Île-de-France », sur les tenues créées spécifiquement pour les événements ouverts aux jeunes des quartiers prioritaires de la ville, des zones rurales et des villages sportifs des îles de loisirs ;
- Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;
- Assurer une visibilité régionale sur les événements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses et sur les temps d'animation (banderoles, panneaux, kakémonos) ;
- Mentionner la région Île-de-France sur le site internet et les réseaux sociaux ;
- Inviter la région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion.

• LE SOUTIEN A LA PRATIQUE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de rééducation par le volley-ball, après un cancer.

Grâce au soutien de la Région, la Fédération renforce le développement du volley-ball auprès des publics seniors.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans le développement du sport santé et bien-être à travers les supports de communication ;
- Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (Label santé, film promotionnel, flyers, guide pédagogique et plaquette) ;
- Assurer une visibilité régionale sur les événements liés au sport santé et bien-être ;

- Inviter la région Île-de-France aux conférences de presse et organiser des actions de promotion.

4.7 LE SOUTIEN A LA FORMATION DES ENCADRANTS ET DES BENEVOLES

Grâce au soutien de la Région, la Fédération poursuit son programme de formation, afin de renforcer la qualité des encadrants et de l'intervention des bénévoles sur le territoire national. Il s'agit de formations professionnalisantes, diplômantes ou continues.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en avant le rôle majeur de la Région dans les programmes éducatifs et pédagogiques de la pratique du volley-ball à travers les supports de communication ;
- Assurer la visibilité régionale durant les sessions de formation ;
- Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur les kits d'outils pédagogiques ;
- Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital (livret éducatif, page de publicité).

4.8 ACCOMPAGNER LES JEUNES TALENTS FRANCILIENS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE SPORTIVE

Grâce au soutien de la région Île-de-France, la Fédération offre aux jeunes sportifs, les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région dans cet accompagnement ;
- Faire figurer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital ;
- Assurer une visibilité régionale sur les événements (logo sur les podiums, banderoles, panneaux, kakémonos, représentant pour remise de récompenses) ;
- Apposer le logo « Île-de-France » sur les tenues des jeunes sportifs.

4.9 LE SOUTIEN A L'ACHAT DE MATERIEL POUR LA PRATIQUE PARASPORT

Grâce au soutien de la région Île-de-France, la Fédération peut répondre à la demande en matière d'achat de matériel sportif pour la pratique parasport.

Avec le soutien de la Région, la Fédération permet d'offrir les meilleures conditions de pratique aux personnes en situation de handicap et d'aider la ligue régionale à se doter du matériel nécessaire au soutien d'une pratique licenciée ou à la mise en place d'actions de découverte pour de nouveaux publics.

LA FÉDÉRATION S'ENGAGE À :

- Mettre en valeur le rôle majeur de la Région en matière d'achat de matériel sportif pour la pratique parasport à travers les supports de communication ;
- Assurer la visibilité régionale sur le matériel sportif (autocollants) ;
- Apposer le logo « Île-de-France » précédé de la mention « avec le soutien de la Région » sur tous les supports de communication print et digital.

De plus, la Fédération soutenue par la Région sera soumise au respect de certaines obligations en matière de communication qui **seront détaillées dans les conventions de subventionnement.**

ARTICLE 5 : ÉVALUATION

Dans le cadre d'une réunion annuelle entre les parties signataires du présent protocole de partenariat, la Région et la Fédération présenteront un bilan des projets soutenus sur la période de validité dudit protocole.

Fait, en quatre (4) exemplaires originaux,

À, le

Le Président
de la Fédération
Française de
Volley-Ball

Le Président
de la Ligue Île-de-France
de Volley-Ball

La Présidente
du Conseil Régional
d'Île-de-France

Le Vice-Président
chargé des sports et des
JOP, des loisirs, de la
citoyenneté et politique
de la ville, et de la vie
associative du Conseil
Régional d'Île-de-France

Eric TANGUY

**Sébastien
GONCALVES-MARTIN**

Valérie PECRESSE

Patrick KARAM